

“Rester réaliste sur la Syrie”

Moyen-Orient

La crise syrienne s'éternise. La communauté internationale s'interroge. Agir au nom du “droit d'ingérence” ? Lancer une “intervention humanitaire” ? La réponse d'un spécialiste.

Chercheur en droit international à McGill University (Canada), Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, 33 ans, a déjà publié de nombreux ouvrages, marqués par sa double formation de philosophe et de juriste. Ce douzième essai est l'adaptation de sa thèse de doctorat, éclairée par ses années passées au King's College de Londres, où il a enseigné la théorie des relations internationales, l'éthique et le droit de la guerre. Cette approche multidisciplinaire rend son ouvrage particulièrement éclairant, « sans doute ce que l'on a publié en français de plus approfondi et de plus fouillé sur la guerre ou l'intervention au nom de l'humanité », écrit Hubert Védrine dans la préface.

Le compliment de l'ancien ministre des Affaires étrangères est mérité. L'ouvrage impressionne autant par sa richesse – près de 600 pages, de la Chine antique à Kadhafi, dont 70 pour la seule bibliographie – que par sa mise au net critique sur ces sujets difficiles. Cette étude pertinente, parce que ancrée dans une perspective “réaliste”, sort au moment où la communauté internationale, accusée tantôt d'ingérence (en Libye) tantôt d'indifférence (en Syrie), s'interroge sur l'opportu-

“On intervient souvent moins pour sauver les autres que pour défendre ses intérêts et l'image que l'on a de soi.”



PHOTOS : SANA/ARF - PUF

rité d'une intervention humanitaire pour venir au secours de la population syrienne. Ouverte en mars 2011, la crise a déjà fait près de 10 000 victimes.



Si la situation actuelle en Syrie rappelle celle de la Libye l'an dernier, pourquoi la communauté internationale n'intervient-elle pas ? Les exactions sont similaires, mais les contextes très différents. En Libye, l'opposition était forte et contrôlait déjà une partie importante du territoire, l'armée était faible et le risque d'embrasement régional quasi nul. En Syrie, c'est exactement l'inverse : l'opposition existe mais elle n'implique pas une division territoriale effective, l'armée est forte et le risque d'embrasement régional est élevé.

Pourquoi ? En raison des liens entre la Syrie et l'Iran, de la proximité du Liban et d'Israël, et de la question kurde. La Libye était isolée. La Syrie est au cœur d'une poudrière. Cela signifie qu'intervenir en Libye présentait des risques contrôlés et avait des “chances raisonnables de succès”, comme on dit dans la tradition de la guerre juste, tandis qu'intervenir en Syrie aurait des conséquences beaucoup plus incertaines. À ce stade, le remède serait sans doute pire que le mal.



Bachar al-Assad à Homs. Oui au plan de l'Onu, pour rester au pouvoir. Page de gauche, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer.

La menace du veto russe au Conseil de sécurité n'est-elle qu'un prétexte ? Oui. Ce ne sont pas ces raisons légalistes qui empêchent l'intervention en Syrie. Si demain les Russes étaient favorables à une intervention militaire – ce qui n'arrivera pas –, tout le monde serait bien embêté car personne ne veut intervenir. Ce sont des raisons prudentielles, qui me semblent bonnes.

Les conséquences mitigées de l'intervention en Libye n'ont-elles pas enterré pour un moment toute velléité de nouvelle intervention humanitaire ailleurs ? Les conséquences d'une intervention militaire sont toujours mitigées, car toute intervention militaire fait des victimes civiles et toute chute d'un régime dictatorial ouvre une période d'incertitude politique. L'intervention ne se juge jamais dans l'absolu, mais relativement à la non-intervention : lorsqu'on la préfère, ce n'est pas parce qu'elle est la meilleure en soi, mais parce qu'on estime qu'elle est la moins pire. Pour la Libye, la question est donc de savoir si la situation actuelle, qui n'est pas parfaite, n'est pas

toutefois préférable à Kadhafi.

Votre avis personnel ? Je pense que oui, en partie parce que le peuple a pris conscience qu'il pouvait renverser son tyran : s'il estime que ce qui suit n'est pas mieux, il pourra le renverser à nouveau. C'est la pression de la place Al-Tahrir qui pèse toujours sur les militaires égyptiens, par exemple.

Et l'influence de l'affaire libyenne sur les crises suivantes ? Je ne pense pas que ces conséquences, forcément mitigées, entrent quoi que ce soit. La Libye n'a pas engendré un traumatisme comparable à ceux du Vietnam, de la Somalie ou plus récemment de l'Irak, qui ont effectivement produit des périodes de non-intervention.

C'est en partie par la manipulation du label humanitaire en Irak que s'explique la passivité de la "communauté internationale" au Darfour. Il est normal que l'intervention en Libye soit évaluée *a posteriori* et qu'elle suscite un débat, mais il ne me semble pas qu'un consensus se dégage pour dire que c'était un terrible échec, qui pèserait sur les interventions futures.

Pourquoi se tourne-t-on systématiquement vers l'Occident pour ce genre d'intervention ? Ce sont les puissances occidentales qui en ont les moyens. Le premier critère de l'autorité légitime est l'efficacité, il faut donc faire appel à celui qui peut, qui a une chance de réussir. J'ajoute qu'"on" ne se tourne pas vers elles : elles se proposent toutes seules.

Les valeurs de l'aire occidentale la prédisposent-elles à intervenir plus que les aires arabo-musulmane ou asiatique confucéenne ? Oui, parce que la doctrine de la guerre juste et la défense des droits de l'homme sont plutôt (mais pas exclusivement) des traditions occidentales, et surtout parce que certains pays, en premier lieu les États-Unis et la France, ont fait de la promotion de la démocratie et des droits de l'homme une question iden-

titaire. Ils ont une dimension messianique, qu'on peut contester historiquement (la France n'est pas davantage le "pays des droits de l'homme" que les États-Unis et l'Angleterre par exemple) mais qui existe et influence la politique étrangère. On intervient souvent moins pour sauver les autres que pour défendre ses intérêts et l'image que l'on a de soi.

À quand et où remonte exactement la notion d'"intervention humanitaire" ?

Je préfère parler d'"intervention militaire justifiée par des raisons humanitaires", pour ne pas présumer que l'intervention est humanitaire. De ce point de vue, elle est un discours, un mode de justification qui a toujours existé. Dans l'Histoire, on en trouve des traces jusqu'en Chine antique, il y a 4 000 ans.

Propos recueillis par FRÉDÉRIC PONS



La Guerre au nom de l'humanité. Tuer ou laisser mourir, de Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, Puf, préface d'Hubert Védrine, 624 pages, 29 €.



Un échange d'une richesse et d'une force exceptionnelles.

Poignant de vérité et de doutes, cet entretien avec Guillaume Roquette et Inès de Warren nous dévoile toute l'humilité d'un grand soldat. Le récit d'une vie d'honneur et de courage.

Règlement par chèque, à l'ordre de Valmonde.
VALMONDE Service Librairie - 1, rue Lulli 75002 PARIS
Tél. : 01 55 56 70 94 - Fax : 01 40 54 11 81

11 70€
Frais d'envoi offerts